

MEMOIRE DE STRATEGIE

**PARADOXES
DE LA STRATEGIE**

« Les relations internationales se règlent sur des rapports de force et des situations acquises qui génèrent par définition des conflits statutaires dont la projection sur le plan du système stratégique international répond en vérité aux exigences fonctionnelles et structurelles dont se nourrit l'équilibre en mouvement continu de la société mondiale en tant qu'organisme vivant ». Cette phrase illustre à elle seule le caractère difficilement compréhensible par le commun des mortels des ouvrages traitant de stratégie. Lorsque l'on sait qu'elle est extraite de « *Géopolitique et stratégie* » paru dans la collection « *Que sais-je* », donc normalement écrite dans un esprit de vulgarisation, nous pouvons mesurer la complexité à écrire simplement à propos de la stratégie. Peut-être est-ce parce que la stratégie n'est pas en elle-même une chose simple? Une partie de la réponse à cette question peut être donnée par l'analyse des paradoxes et contradictions que recèle la stratégie. Sans entrer dans une discussion sémantique sur ce qu'est la stratégie et sur sa séparation avec la tactique, nous nous attacherons ici à évoquer ces paradoxes et contradictions qui font de la stratégie un art difficilement maîtrisable. Sans prétendre être exhaustif, nous examinerons successivement les paradoxes issus des relations entre le politique et le militaire, ceux contenus dans les différentes stratégies et tactiques en terminant par ceux qui ont trait aux matériels et à leur utilisation.

Il est souvent d'usage de laisser le meilleur pour la fin. Paradoxalement (terme qui sera beaucoup utilisé par la suite) et de façon stratégique (il est ici question de stratégie et le rédacteur n'a pas l'absolue certitude que le lecteur ira jusqu'au bout du document), nous commencerons par ce qui apparaît être le paradoxe le plus révélateur parce que le plus couramment admis par tous les stratèges et stratégestes : « *Vis pacem, para bellum* », soit en français « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». Dans la même ligne, pouvons-nous ainsi écrire que : « Si tu veux monter, entraîne-toi à descendre », ou encore que, si l'on veut quelque chose, il faut se préparer au contraire. Ce premier paradoxe illustre les difficultés qu'il y a à mener une stratégie cohérente et efficace, le terme de stratégie étant ici employé dans son acception la plus vaste, à savoir un ensemble qui s'étend de la grande stratégie globale située au niveau politique à la mise en oeuvre technique des matériels en passant par la stratégie de théâtre, l'opératif et la tactique. Entrons maintenant dans le vif du sujet en abordant les relations entre le politique et le militaire.

les relations entre le militaire et le politique

La relation est, on le sait difficile, entre le politique et le militaire. A l'origine, les stratèges grecs ou romains étaient, à la fois, magistrats civils et chefs militaires ce qui facilitait grandement la mise en oeuvre d'une politique globale et cohérente. A notre époque, le politique est devenu maître de la stratégie avec l'avènement de l'arme nucléaire. Pourtant, dès lors qu'il s'agit d'opérer des choix stratégiques qui ne ressortissent pas à la dissuasion nucléaire, la stratégie redevient l'apanage du militaire tout en étant subordonnée à la comparaison relative des forces en présence, résultant des choix, notamment budgétaires, opérés par le politique. Celui-ci peut, en effet, intervenir de manière péremptoire pour annuler ou encourager un programme selon des considérations auxquelles le militaire, soucieux d'efficacité, ne souscrit pas forcément. A titre d'illustration, on notera que, à la même époque, Roosevelt ne donna que distraitemment son accord à la recherche nucléaire alors qu'Hitler favorisa la construction de fusées. Ainsi, alors qu'une stratégie s'inscrit dans le long terme, elle doit composer avec une vue politique tournée vers le court terme. La stratégie initiale devient donc difficile à mettre en pratique et laisse place à une stratégie adaptée aux moyens, ce qui réduit considérablement la marge de manoeuvre.

Dès lors que survient le temps de guerre, l'opposition entre la politique et la stratégie se manifeste à nouveau, notamment au niveau de la formule de défense choisie et, plus particulièrement, de la formule défensive. Cette dernière, préférée du militaire en raison du déséquilibre quantitatif qu'elle permet (le défenseur installé et camouflé dans ses positions de défense est moins vulnérable que celui qui se lance à l'attaque en terrain découvert) ainsi que de l'avantage que procure le fait d'opérer dans un endroit connu avec le soutien de la population locale, n'a pas la faveur du politique qui désire éloigner la zone des conflits du territoire national. Ainsi, paradoxalement, la décision stratégique peut échapper au stratège et, de plus, n'être pas fondée sur des considérations stratégiques.

De même, la politique extérieure peut, en termes stratégiques, par la recherche de la paix ou du désarmement, conduire à des résultats paradoxaux. Ainsi les négociations sur le contrôle des armements, les rencontres au sommet et les gestes de bonne volonté manifestés durant l'entre-deux-guerres peuvent être considérés comme des anesthésiques à la préparation du conflit que fut la deuxième guerre mondiale. Le cas du contrôle des armements est, à cet égard, révélateur. Loin de constituer un mode de résolution des conflits en soi, il n'en affecte que les symptômes, à savoir la compétition militaire et dévie ainsi le problème. En effet, d'une part, les accords signés dans ce cadre ne concernent que certains moyens et, d'autre part, ils favorisent, à l'aide des crédits dégagés, le développement d'autres armements. En fait, ils avantagent, dans un premier temps, celui qui dispose de la meilleure capacité d'innovation puis génère une nouvelle course aux armements qui, à son tour, amènera à la signature de nouveaux accords. Le danger est alors de dépasser le point culminant du succès de ces derniers en trop les multipliant. Cette multiplication risquerait de se traduire par la création d'armes qui, pour des raisons diverses, ne pourraient être soumises à vérification ce qui rendrait de facto inefficace tout traité les concernant. Ne pas dépasser ce point culminant du succès, point sur lequel nous reviendrons fréquemment, constitue, pour Edward Luttwak, dans son ouvrage intitulé « *Le paradoxe de la stratégie* », une application de la logique paradoxale. C'est cette logique paradoxale qu'il convient d'adopter pour être stratégiquement efficace.

Or, les démocraties sont plus handicapées que les régimes dictatoriaux pour mettre en oeuvre une logique paradoxale. Elles doivent, en effet, constamment justifier leurs choix auprès de leur opinion publique qui n'est pas toujours à même de comprendre l'incohérence apparente d'un ensemble de mesures prises à la suite d'une réflexion d'essence paradoxale. Par exemple, un effort de réarmement nécessite, pendant qu'il est mené et jusqu'à ce qu'il arrive à son terme, une politique étrangère très apaisante. A contrario, un Etat qui veut persuader ou dissuader un autre se doit d'être crédible et de montrer une forte détermination. L'emploi des armes dépendant de la volonté des dirigeants et de leur opinion publique, un pays ouvertement pacifique ne peut pratiquer une dissuasion efficace (par exemple, la Suède à l'égard de l'URSS). Paradoxalement, les nations que l'on croit les plus disposées à faire usage de la violence peuvent être, en fait, celles qui en sont le moins désireuses.

On peut toutefois se poser la question du décalage entre stratégie annoncée du temps de paix et attitude réelle en cas de conflit. Par exemple, en cas d'invasion de l'Allemagne par les troupes soviétiques, le gouvernement allemand aurait-il accepté l'utilisation sur son territoire de l'arme nucléaire ou opté, constatant l'échec de la dissuasion, pour un armistice si contraignant soit-il? On peut en douter, étant donné que par un savant dosage de diplomatie et de subversion, l'URSS avait réussi à ce qu'une grande partie de la population allemande ait fait sienne la devise suivante : « *Plutôt rouge que mort!* ». Ce doute s'est trouvé récemment conforté par la révélation de M. Giscard d'Estaing qui avouait n'avoir jamais envisagé de recourir à l'arme nucléaire si une guerre s'était déclarée durant son septennat. Le politique

veut éviter la guerre et sinon la gagner selon des critères qui lui sont propres et qui peuvent différer de ceux du militaire. La notion même de victoire ou de défaite est, en effet, affaire de décision politique. Mais, en creusant davantage les notions de guerre et de paix, de victoire et de défaite, on s'aperçoit qu'elles recèlent leur lot de paradoxes.

La guerre mène à la paix tout autant que la paix à la guerre. La guerre cesse dès lors que les efforts consentis ou à venir (pertes humaines, coût,...) s'avèrent trop importantes au regard des objectifs initiaux de la guerre. Ceux-ci sont donc revus à la baisse ou abandonnés et les désirs des différents belligérants deviennent compatibles, rendant ainsi la paix possible. On notera à cet égard la difficulté pour un intervenant extérieur (tel que l'ONU) d'imposer une paix alors que ce point d'équilibre entre belligérants n'est pas atteint. On peut alors douter de la solidité de cette paix forcée. Pour choquant que cela puisse être, ce sont les désastres de la guerre qui amènent à la paix durable.

De même que la guerre détruit la guerre, la paix peut détruire la paix. Le relâchement des peuples pacifiques dans leurs efforts d'armement ainsi que l'humanisme dont ils font preuve dans leurs approches diplomatiques des conflits contribuent en fait à aggraver les situations. Ainsi ce qui contribue à arrêter une guerre (pertes humaines trop importantes en regard de la démographie, destruction des moyens de production d'armement,...) se transforme en temps de paix en capacités à mener une guerre (innovation technologique, démographie importante,...). « *Si la paix n'incitait pas à la guerre, il n'y aurait pas de conflits armés car la guerre ne peut se perpétuer d'elle-même et engendre toujours sa propre destruction* » tel est le paradoxe de la paix énoncé par Edward Luttwak, déjà cité. Ainsi, les alliés ont-ils vraiment gagné la première guerre mondiale sachant que la paix humiliante qu'ils imposèrent à l'Allemagne provoqua en grande partie la deuxième?

Derrière l'apparence d'une victoire peut, en effet, se cacher une défaite. Ainsi, la puissance d'un Etat manifestée par sa victoire risque de susciter une crainte parmi ses alliés, voire de les transformer en adversaires potentiels. Dans le cas d'une coalition, la victoire totale est synonyme d'éclatement de cette dernière. Dès lors que les succès s'enchaînent pour elle, les dissensions internes refont surface jusqu'à sa destruction. Une coalition est donc, paradoxalement, d'autant plus soudée qu'elle subit des défaites. Cette transformation de la victoire en défaite se retrouve également au niveau des Etats et des opérations.

L'illustration de cette transformation au premier niveau peut être fournie par la victoire japonaise de Pearl Harbor qui fut, en réalité, pour le Japon, un succès d'autodestruction. En effet, pour gagner cette guerre qu'il avait commencée, le Japon n'avait d'autre alternative que de la poursuivre sur le sol américain, ce qu'il n'était matériellement pas capable de faire. Cette victoire le mettait paradoxalement en situation encore plus défavorable qu'auparavant. Car, s'il avait opté pour la négociation diplomatique en proposant la fin d'un conflit dans lequel les Etats-Unis subiraient des pertes, ces derniers, certains de leur succès final, y auraient certainement posé des exigences accrues par rapport à celles que le Japon avait déjà trouvées inadmissibles.

Au niveau des opérations, une défense héroïque peut devenir tellement symbolique qu'elle empêche un retrait que commande la stratégie. Tel fut le cas, durant la première guerre mondiale de la défense des forts de Verdun qui généra de grosses pertes liées à la vulnérabilité des renforts car la tenue de ces bastions sans réelle utilité stratégique ou tactique était devenue emblématique. De même, une action supposée décisive peut avoir des effets inverses de ceux désirés en amenant à une aggravation partielle de la situation. A titre

d'illustration, on peut citer, lors de la seconde guerre mondiale, le bombardement par les alliés de la seule usine allemande de production de roulements à billes. Cette opération, jugée comme éminemment stratégique compte tenu de l'importance des roulements à bille dans tous les armements (chars, camions,...) n'eut pas l'effet escompté. D'une part, l'Allemagne se ravitailla par la suite en roulements suisses et, d'autre part, ce bombardement conduisit à la mise sur pied d'une économie de guerre allemande efficace (que les alliés croyaient déjà en place).

A tous les niveaux, victoire et défaite, guerre et paix sont des notions incertaines que doivent appréhender les stratèges et les hommes politiques. De plus, en matière de stratégie, le pouvoir politique a ses propres impératifs qui n'entrent pas dans le champ du stratège et ne dispose pas du temps nécessaire à la mise en oeuvre d'une grande stratégie qui demande une vision à long terme. Même si cela évite de s'enfermer durablement dans de vastes erreurs, force est de constater que cela ne facilite pas le travail du stratège. Il faut donc s'attendre à ce que le choix des stratégies et des tactiques que nous allons maintenant aborder se heurte à des contradictions.

le choix des stratégies et des tactiques

En termes de stratégie, nous avons le choix entre deux logiques : celle fondée sur le rapport de force mathématique, une guerre qui coûte cher sans grand risque et celle basée sur une combinaison vitesse/surprise qui coûte peu mais comporte beaucoup de risques. La guerre d'usure suppose des capacités industrielles supérieures à celles de l'ennemi et ne peut échouer qu'en douceur. La guerre relationnelle (ou interactive) évite les points de concentration ennemis en portant une supériorité relative sur des objectifs ponctuels présumés faibles de l'ennemi mais peut connaître des échecs catastrophiques et échouer totalement face à une résistance inattendue ou si la cible a été mal choisie. Cependant, elle met la victoire à portée du plus faible grâce à la disproportion entre les ressources consacrées et le résultat qui peut être obtenu. Le choix de la stratégie semble donc dicté par les moyens dont on dispose et par l'adversaire que l'on veut contrer. Mais, et c'est là que réside la difficulté, même lorsqu'une stratégie semble être la plus adaptée aux circonstances, l'adversaire peut, en effet, rendre celle-ci inefficace en adoptant une attitude différente de celle prévue.

Il faut alors, d'une part, s'en rendre compte et, d'autre part, à être capable de modifier ses schémas de pensée stratégique. Tel ne fut pas le cas des Syriens lors de la guerre du Liban en 1982. Les Israéliens avaient depuis longtemps adopté une stratégie basée sur la surprise bien que, paradoxalement, plus on emploie de personnels et de matériel à la manoeuvre de diversion, plus l'action sera efficace mais moins nombreuses seront les troupes pour la mener à bien et donc moins ces dernières seront efficaces. Toutefois, les Israéliens, au prix de lourdes pertes, avaient toujours poursuivi dans cette voie, habituant leurs adversaires à cette stratégie. Finalement, en 1982, ils optèrent pour un affrontement direct car, pour la première fois, ils étaient en supériorité numérique, les Syriens s'étant laissés prendre au piège de la diversion. Cet exemple illustre la difficulté de s'adapter à la stratégie de l'adversaire. Cependant, dans ce cas, les Syriens auraient pu s'adapter. Tel n'est pas toujours le cas et il est parfois, très difficile, voire impossible, de pallier les carences d'une stratégie initiale pourtant efficace en apparence.

L'illustration peut en être donnée par l'examen des stratégies française, entre les deux guerres mondiales, et anglaise, à la veille de la première. La France avait, à la veille de la seconde guerre mondiale opté pour l'option défensive sensée permettre de résister à une attaque en infériorité numérique (dans un rapport de trois contre un). L'exemple de la Ligne Maginot est révélateur de l'inadaptation de cette stratégie face à la manœuvre des troupes hitlériennes. Elle prouva sa pleine efficacité en étant contournée, ce qui fait qu'elle ne servit à rien. Le point culminant avait été dépassé par sa propre efficacité. Ainsi, la transcription de ce que fut la guerre de tranchées ne s'avéra d'aucune utilité stratégique. Cet exemple est également révélateur d'un autre paradoxe de la stratégie : pour pouvoir persuader ou dissuader, il faut, non seulement se doter d'armements puissants, d'une stratégie et de doctrines supérieures mais il faut faire en sorte que cela se sache. Or, dans les domaines des armements de pointe, ceux qui sont capables de donner la supériorité, tout autant que dans celui de la stratégie et des doctrines, la confidentialité est de rigueur et par là il est difficile de dissuader en ne donnant que peu d'informations. La connaissance de l'existence de la Ligne Maginot par l'Allemagne ne l'a donc pas dissuadée mais a été mise à profit pour élaborer une stratégie de parade.

De même, la stratégie britannique de puissance maritime s'est-elle trouvée inadaptée lors de la Première Guerre mondiale. La Grande-Bretagne a fait en sorte de participer aux conflits continentaux européens pour juguler toute puissance susceptible de dominer le continent européen de manière à entraîner ces puissances dans une course à la domination territoriale au détriment de la supériorité maritime. Pour ce faire, au lieu de développer une force maritime considérable apte à résister au développement des forces navales européennes (ce qui eût été impossible à faire financièrement), elle préféra opter pour une diplomatie distributrice de subsides afin de maintenir l'équilibre des forces continentales et ainsi d'entretenir les rivalités et de détourner les puissances continentales d'un intérêt maritime. Paradoxalement, la puissance maritime de la Royal Navy se trouvait amplifiée par la rareté des subsides qui lui étaient accordés. Lorsque, sous la pression de l'opinion publique et en obéissant au sens commun, la Grande-Bretagne rompit avec cette attitude néanmoins justifiable en terme de stratégie et accorda enfin à la Royal Navy des moyens financiers substantiels, elle le fit au détriment de l'équilibre des puissances continentales européennes. Notamment, elle n'utilisa pas ces fonds pour financer une mise à niveau de la Russie. La première Guerre mondiale survint et les troupes anglaises, contraintes de livrer bataille sur la terre, connurent de grandes difficultés. Ainsi, des stratégies pleines de bon sens, se sont révélées inefficaces lorsque l'adversaire n'a pas réagi comme elles le prévoyaient. Au niveau du choix des tactiques, c'est davantage de ses propres erreurs qu'il faut se méfier si l'on ne veut pas générer un déroulement paradoxal des événements.

La notion de point culminant du succès trouve ici sa pleine illustration. Ainsi, l'avancée d'une armée victorieuse peut être, selon les circonstances, le fruit d'un bon ou d'un mauvais raisonnement tactique. Elle peut, en effet, être défavorable pour de multiples raisons : extension des longueurs de logistique, rencontre d'une population hostile, relâchement de l'effort, opérations de guérilla de l'armée ennemie, enseignements tirés par l'ennemi de ses défaites et donc source d'amélioration de ses compétences alors que le vainqueur ne se remet pas en question même si sa stratégie est perfectible. On trouve une illustration parfaite de ce qui précède dans l'analyse de la « Campagne de Russie » menée par les troupes du III^{ème} Reich.

Voulant transposer à l'Est la « Blitzkrieg » menée contre la France, Hitler ne mesura pas la difficulté de l'exercice. En effet, si les divisions de Panzer purent, d'une part, progresser rapidement en Belgique et en France et, d'autre part, bénéficier d'un soutien basé sur la prise de véhicules à l'ennemi, tel ne fut pas le cas en Russie. La profondeur du territoire, la mauvaise infrastructure routière, le gabarit différent des voies ferrées et la pauvreté générale du pays firent que cette campagne se solda par une alternance de victoires et de défaites dans chacun des deux camps. En finale, Hitler finit par perdre cette campagne car ses forces finirent par être épuisées moralement (en dépit des premières victoires, elles ne voyaient pas le bout du conflit) et physiquement, d'autant plus que la Russie bénéficiait d'un important soutien logistique américain. En bref, Hitler qui n'était pas homme à stopper la progression de ses troupes dépassa son point culminant et finit par perdre l'avantage acquis.

Ainsi, celui qui pare une menace ennemie par une contre-mesure s'approche, à son tour, de son point culminant qu'il risque de dépasser en consacrant une partie trop importante de son énergie et de ses moyens à un résultat qui ne vaudrait plus de tels efforts. Il perd notamment des capacités offensives et permet à l'adversaire de déclencher une contre-contre-mesure et d'obtenir alors les succès qui vont l'amener, à son tour, à proximité de son point culminant. En termes tactiques, ce point culminant du succès peut être défini comme le point à partir duquel on perd plus que l'on ne gagne en utilisant un certain moyen de combat d'une certaine façon. Afin de mieux cerner cette notion, prenons deux exemples. Lors de la guerre des 6 jours, les chars israéliens se heurtèrent à une défense égyptienne dévastatrice basée sur l'utilisation de missiles antichars mis en oeuvre par des soldats mobiles et, donc, peu vulnérables. Les israéliens s'en protégèrent en s'attaquant à leurs servants. Ainsi, ils détournèrent une grande partie du potentiel offensif de leurs chars, d'une part, en utilisant des obus à charge creuse (efficace contre les servants mais inadaptés à la destruction des chars adverses, mission première des chars) et, d'autre part, en se faisant accompagner de fantassins ce qui, outre la modification nécessaire des véhicules de ces derniers, se traduit par une réduction importante de la mobilité des chars. Dans ce cas, l'utilisation des chars avait dépassé le point culminant de son succès.

De même, lorsque l'on décide d'affaiblir l'ennemi en pratiquant des bombardements aériens dans la profondeur pour détruire ou ralentir les convois d'approvisionnement, une supériorité aérienne trop importante peut être préjudiciable à l'efficacité de son propre matériel. En effet, l'ennemi adoptera alors des contre-mesures (transit de nuit, dispersion des convois,...) qui auront pour effet de le ralentir mais il faut alors juger de l'efficacité réelle des actions aériennes en fonction de l'urgence que revêt la livraison de cet approvisionnement (crucial pour une force à cours de munitions) ou l'arrivée de troupes de renfort (poids décisif ou non dans la bataille). L'efficacité amie ne pourrait alors se retrouver qu'au prix d'armements capables d'opérer de nuit avec précision, ce qui pose alors la question du rapport coût/bénéfice de telles opérations. La valeur de ce rapport est le point culminant du succès de l'arme aérienne. Choisir des stratégies et des tactiques n'est pas, on l'a vu, chose aisée. Mais cette étude des stratégies aurait été incomplète sans l'évocation de la dissuasion nucléaire qui va suivre, le caractère spécifique de cette stratégie imposant de la traiter séparément des autres stratégies.

Les modèles de dissuasion sont de deux types : on dissuade un adversaire d'attaquer soit en le menaçant de représailles nucléaires soit en lui faisant craindre l'échec. Or, le premier type signifie un retournement des attitudes psychologiques des belligérants. Tout d'abord, en effet, l'agresseur doit accepter de se laisser dissuader, ce qui requiert prudence et

retenue, qualités qui ne sont généralement pas de mise chez qui agresse. De son côté, l'agressé doit, à l'issue de l'agression, se comporter comme un agresseur et menacer de s'autodétruire en s'exposant à des contre-représailles. Or, comme cela a été mentionné précédemment, dans le cas des membres de l'Alliance atlantique, il apparaît douteux que ces démocraties puissent agir sans scrupule. C'est, cependant, ce type de dissuasion qu'ils ont adopté ce qui soulève une question : quelle ampleur et contre qui tourner les représailles?

Contre qui? Contre les civils apparaît délicat, d'une part, parce que les populations sont innocentes et n'adhèrent pas forcément à la politique du pouvoir (surtout dans un régime totalitaire) et, d'autre part, parce que le pouvoir peut très bien accepter le sacrifice d'une partie de sa population. Contre les industries mais cela suppose une guerre longue et une plus grande précision des armes. Contre des cibles militaires mais celles-ci seraient certainement difficiles à atteindre car bien protégées. Contre le commandement mais alors avec qui négocier la fin du conflit et comment même arrêter celui-ci?

De quelle ampleur? C'est ici que nous touchons à un nouveau paradoxe. Le but n'est pas, en effet, de dissuader d'agir des êtres sensés et modérés qui, d'ailleurs préféreraient toute autre solution à la guerre mais des Hitler, Staline et autres Pol Pot qui seraient prêts à payer n'importe quel prix pour pouvoir conserver le pouvoir. Paradoxalement, les seules menaces susceptibles de les dissuader seraient celles qui pourraient s'exercer sur leur personne et l'on a vu précédemment que cette solution devait être écartée. De même, apparaissent des paradoxes dans le second modèle de dissuasion nucléaire, celui de la crainte de l'échec. Pour les illustrer, nous nous appuyons sur l'exemple européen de la Guerre froide.

L'Europe a préféré s'en remettre à une utilisation des armes nucléaires du champ de bataille plutôt que de se doter des moyens conventionnels capables de faire face à ceux du Bloc de l'Est. En effet, les conséquences d'un accroissement des capacités conventionnelles de l'Alliance pourraient être paradoxalement contraires aux buts recherchés. Développer des capacités conventionnelles de manière à rétablir l'équilibre avec les forces de l'Est reviendrait certes à réduire le risque d'utilisation de l'arme nucléaire mais rendrait également plus probable un affrontement Est-Ouest. Finalement, les conséquences seraient peut-être plus désastreuses. De plus, si les forces conventionnelles occidentales s'avéraient capables de contrer l'avancée des Soviétiques, il est à craindre que ces derniers prendraient l'initiative nucléaire. Quelles qu'en soient les conséquences, la peur de la défaite, qui signifierait en effet à terme la disparition du pouvoir politique en place, prendrait vraisemblablement le pas sur toute autre considération. La conséquence paradoxale du retrait occidental du nucléaire de théâtre par rapport au conventionnel serait de rendre plus probable son utilisation par l'Est. A cela, on peut ajouter que le renforcement des forces conventionnelles occidentales permettrait de stabiliser le front. L'Union soviétique disposerait alors de plus de temps pour mener une bataille médiatique dont l'objectif serait de convaincre les opinions occidentales que l'utilisation de l'arme nucléaire ne représente pas la seule solution. Ainsi, l'utilisation de l'arme atomique devient de plus en plus délicate que le conflit dure dans le temps. Un renforcement de la puissance non nucléaire peut donc se traduire par un surcroît de faiblesse.

En ce qui concerne l'utilisation proprement dite de l'arme nucléaire, on peut penser qu'elle a dépassé le point culminant de son succès. En effet, en dépit du renforcement des défenses antiaériennes, aucune ne peut à l'heure actuelle atteindre l'efficacité absolue et empêcher le passage d'un seul bombardier nucléaire ou missile. En raison même des risques d'escalade et de représailles, les gouvernements doivent donc être circonspects dans leurs

projets d'utilisation de l'arme nucléaire. La possession d'une arme nucléaire est finalement réductrice d'autonomie stratégique. En effet, alors que dans un conflit entre Etats non dotés d'armes nucléaires, la comparaison entre les gains possibles et les sacrifices à prévoir conduisent à la décision d'entrer ou non en guerre, dans le cas des possesseurs de l'arme nucléaire, cette comparaison doit être faite, non seulement pour décider de l'entrée en guerre mais également pour la poursuite de celle-ci lorsque la dissuasion a échoué. Or, la disproportion du ratio gains/bénéfices est tel que la puissance de l'arme atomique en interdit son utilisation à tout être sensé. Ainsi, est né le concept paradoxal d'arme de non emploi. Ce terme d'arme nous offre une transition naturelle pour ce qui va suivre, à savoir les contradictions présentes au niveau des armements et de leur utilisation.

vulnérabilité et efficacité dans le domaine des matériels

En premier lieu, force est de constater qu'il est difficile, avant de construire une arme, d'évaluer son prix de revient, son efficacité, son apport au niveau tactique et les contre mesures de l'ennemi. La vulnérabilité aux contre-mesures ainsi que l'efficacité dans l'utilisation des armements constituent les principales sources de paradoxes.

En effet, lorsque l'on adopte des mesures, il convient de s'attendre à ce que l'adversaire développe des contre-mesures. Les progrès technologiques donnent donc initialement l'avantage avant de se retourner contre leurs utilisateurs. A titre d'illustration, lors de la deuxième Guerre mondiale, les Britanniques avaient équipé leurs bombardiers de radars de détection destinés à repérer l'approche des chasseurs ennemis. Les Allemands ont fini par utiliser ces détecteurs à leur profit en équipant leurs chasseurs de détecteurs de faisceau radar, ce qui leur offrait un excellent système de guidage. Ainsi lorsque l'on invente des mesures, il faut faire en sorte de ne pas trop s'exposer à des contre-mesures supérieures que l'on ne connaît pas et qui ne seront peut-être pas celles connues ou prévisibles. Pour tenter de résoudre ce paradoxe, il faut éviter de mélanger savants, ingénieurs, et stratèges et préférer les solutions rapides (temps de mise en oeuvre court mais plus grande vulnérabilité) aux solutions optimales qui exigent plus de temps de mise en oeuvre, attirent davantage l'attention de l'ennemi et lui laissent un temps de réaction supérieur. Il convient également d'éviter de se concentrer sur un ou deux niveaux de la stratégie. A titre d'illustration, on citera les tanks Ferdinand dépourvus de mitrailleuses incapables de résister à l'infanterie russe ou encore les avions antichars incapable de faire face à l'artillerie antiaérienne. Mais, de manière générale, plus une arme apporte d'avantages significatifs, plus elle aura de répercussions sur la grande stratégie et plus l'adversaire développera des contres mesures. Paradoxalement donc, plus une arme est intrinsèquement efficace, plus elle sera vulnérable à des réactions imprévisibles de l'adversaire.

De même, la recherche de l'optimisation du rapport coût/efficacité ne doit pas conduire à rendre les réalisations techniques plus vulnérables. Par exemple, l'homogénéité des matériels est source d'économies diverses (économie d'échelle, quantité réduite des pièces de rechanges, réparation et maintien en condition opérationnelle facilités, formation réduite des personnels,...), bref source d'économie en termes d'acquisition, d'utilisation et d'entretien. Mais, l'homogénéité est également source de vulnérabilité car l'ennemi n'a à rechercher des contre-mesures que pour un type unique de matériel. Si nous prenons l'exemple d'une famille de missiles dans laquelle toutes les composantes seraient, à l'exception du seul système de guidage (infrarouge, radar ou optique), communes, il suffit à l'adversaire de développer une parade unique en jouant, par exemple, sur le domaine de tir pour rendre inefficace tous les

missiles de ce type. La recherche de l'homogénéité doit donc se limiter à tout ce sur quoi l'adversaire n'aura pas de prise (bottes, vêtements,...) c'est-à-dire, en fait, tout ce qui ne présente pas d'intérêt stratégique. Ainsi, la recherche du moindre coût effectuée dans le but de pouvoir se doter d'un plus grand nombre d'armements n'est pas un gage absolu de supériorité.

De plus, la recherche de la plus grande efficacité peut parfois faciliter le travail de l'adversaire. L'exemple de la fragilité des systèmes consécutifs est, à cet égard, révélateur. Comme il a été mentionné précédemment, l'efficacité des frappes aériennes doit être mesurée à l'intérêt présenté par chaque cible. Cela exige donc une série de systèmes consécutifs (détecteur initial de l'objectif puis transmission de l'information au centre d'opérations puis réalisation de la mission par un avion ou un missile pour terminer par la destruction par la munition terminale) qui conditionnent chacun la réussite de l'opération. Ainsi, l'ensemble est rendu très vulnérable, non seulement par la volonté de l'ennemi à qui il suffit d'appliquer une contre-mesure efficace sur un seul des systèmes pour faire échouer l'opération, mais également par les risques de friction inhérents à sa complexité. Ces risques de friction évoqués par Clausewitz, perturbations liées à la multiplicité des composantes d'un système (distorsion, perte ou mauvaise interprétation des informations, effet cumulatif des retards,...), fragilisent ainsi un ensemble sans même que l'adversaire intervienne. Mais, nous touchons là à la seconde source de paradoxes des armements : leur efficacité opérationnelle.

Animé d'un double souci d'économie et d'efficacité, la tentation est forte de se doter d'armes spécialisées sensées contrer des gros armements polyvalents. Pourtant, la riposte sera d'autant plus forte que l'arme spécialisée est efficace. Or, les gros armements, de par leur polyvalence se prêtent aisément à l'adaptation de contre-mesures. Une fois ces dernières trouvées et installées, l'arme spécialisée devient totalement inutile en raison même de sa spécialisation. Illustrons ce propos par l'exemple des torpilleurs contre les cuirassés. Initialement furent conçus des torpilleurs peu coûteux, petits et efficaces dans la mesure où la partie immergée de la coque des cuirassés n'était pas blindée et résistait donc mal aux torpilles. De plus, ils étaient quasiment invulnérables dans la mesure car ils étaient capables de s'approcher de nuit et suffisamment près des cuirassés pour être hors de portée des canons de ces derniers (ne pouvant tirer suffisamment bas). Puis, l'équipement des cuirassés avec des mitrailleuses et des projecteurs de grande puissance, le blindage de toute la coque et l'utilisation des filets anti-torpilles ont rapidement rendu les torpilleurs inefficaces. Ainsi, l'étroitesse ne devrait pas prendre le pas sur l'ampleur car il ne faut pas espérer triompher d'armements coûteux et sophistiqués à l'aide de moyens économiques. Mais, paradoxalement, il faut également garder une certaine méfiance à l'égard des grandes avancées technologiques.

Tout d'abord, il convient de mettre en avant la différence entre le militaire et le technicien. Le technicien, habitué aux changements de doctrines et de stratégies du militaire, sait que son produit restera en service durant plusieurs décennies et cherche donc à réaliser le produit optimal sans se soucier du coût final, c'est-à-dire du nombre d'exemplaires que pourra acquérir son « client ». Le militaire a plutôt tendance à privilégier la quantité par rapport à la qualité. Son manque de connaissances techniques approfondies offre au technicien une liberté d'action dont profite ce dernier. Or, en termes de stratégie, il n'est guère possible de statuer qu'une grande quantité d'armements aux capacités limitées est préférable à une quantité moindre d'armements optimaux. Toutefois, les constatations suivantes peuvent être faites. En premier lieu, la recherche de l'efficacité absolue peut ne procurer qu'un faible avantage, tout en étant généralement synonyme de surcoût important, voire prohibitif, « Le mieux est l'ennemi du bien ». Ce qui amène au paradoxe suivant : plus la qualité d'une unité augmente, plus l'augmentation de son efficacité est difficile à obtenir. On retrouve ici la notion précédemment évoquée de point culminant.

En second lieu, se pose le problème de l'utilisation même des armements de haute technologie. Réalisés dans le but de pallier les déficiences des équipements antérieurs, ils sont généralement le fruit de sauts technologiques et donc très différents de ceux de la génération précédente. Cela implique, d'une part, une phase de recherche et développement longue et coûteuse et, d'autre part, une formation adaptée des personnels ayant à les mettre en oeuvre. Or, la durée de gestation de tels programmes peut amener à la réalisation d'un produit qui ne correspond plus à la situation ou qui ne s'inscrit plus dans des nouvelles méthodes opérationnelles.

De plus, la mise en oeuvre de technologies et de matériels nouveaux se heurte à des problèmes qui s'apparentent à des « querelles de clochers » dans le sens où ceux qui sont amenés à se prononcer sont naturellement ceux qui ont utilisé les technologies de la génération précédente. Ils sont, par conséquent, peu enclins à favoriser le développement d'un matériel qu'ils ne connaissent pas et, parfois, ne parviennent pas à l'utiliser correctement. A titre d'illustration, Napoléon III, expert en matière d'artillerie, commanda en grand secret des mitrailleuses belges capables de tirer 300 coups par minute à 500 mètres. L'infanterie française ne disposant pas en nombre suffisant de véhicules adaptés à son transport, l'utilisation en fut confiée à l'artillerie. En outre, par souci de discrétion, aucun entraînement n'ayant été programmé avant que n'éclate la guerre de 1870. Cette innovation fut un échec car on s'aperçut alors que l'infanterie ne pouvait utiliser cette arme sans toucher ses propres fantassins, chose encore aggravée par le manque d'entraînement. Ainsi, l'emploi d'un armement nouveau qui, s'il avait été utilisé correctement, aurait pu permettre la victoire, s'est-il avéré irréalisable sur le champ de bataille.

Pour en terminer avec l'aspect technique, posons-nous la question de la protection de la flotte. N'a-t-on pas dépassé le point culminant de l'utilisation des porte-avions en consacrant une telle partie des moyens navals à leur protection au détriment de leur capacité offensive? De manière raccourcie et caricaturale, nous pouvons dire cela revient à mettre en oeuvre un vaste dispositif dont la capacité principale est, paradoxalement, de s'auto-protéger alors qu'il s'agit d'un moyen offensif (puisqu'il ne reste pas à l'abri dans un port...)

en guise de conclusion

« *La stratégie n'est pas un fatras de platitudes mais est faite de paradoxes, d'ironie et de contradictions* » a écrit Edward Luttwak. En effet, tant au niveau de la grande stratégie politique que du niveau technique des armements, il n'est pas de vérité capable de s'imposer. L'analyse de la stratégie affichée par un Etat ainsi que l'analyse quantitative des armements ne peut suffire sinon, le résultat étant connu d'avance, les conflits n'auraient jamais lieu. Des facteurs très importants comme le moral, la cohésion, l'organisation et la qualité du commandement d'une troupe ainsi que l'aptitude à l'innovation et à l'action paradoxale de ses stratèges sont immatériels et ne peuvent faire l'objet que de supputations.

Or, il faut faire preuve de beaucoup de bons sens pour bien supputer et en déduire une stratégie efficace. Pourtant, nous avons vu précédemment que la logique dictée par le bon sens est, parfois, en termes de stratégie, trompeuse. La fausse discipline de la cohérence et de la compatibilité ne devrait donc plus guider l'homme politique et le militaire. Or, il faut faire preuve d'une certaine discipline pour ne pas dépasser le point culminant du succès...

Pour terminer, ne peut-on pas conclure que la notion de défense est en elle-même paradoxale dans la mesure où elle impose aux États démocratiques de se doter d'un outil le plus performant possible et, ce dans le but, de ne jamais avoir à l'utiliser? Paradoxe, vous avez dit paradoxe?